



SECTION 2.
ENSEIGNEMENTS TIRÉS :
CONCLUSIONS DE LA RECHERCHE

APERÇU

La participation significative des enfants et des jeunes peut jouer un rôle catalyseur qui favorise la transformation à de multiples niveaux, de l'échelon individuel à l'octroi de subventions et au changement systémique. La participation significative repose sur l'intention et l'engagement à évoluer, à partager et à renégocier le pouvoir de manière authentique. Dans de nombreuses activités philanthropiques, le pouvoir réside dans des organisations hiérarchiques dirigées par des adultes, qui ont tendance à refléter le système patriarcal dans lequel elles opèrent plutôt que de s'efforcer activement de le faire disparaître.³⁴ Si l'on observe le domaine de la philanthropie et du développement dans les pays du Sud, nous voyons que les ressources sont encore contrôlées dans les pays du Nord, renforçant les structures néocoloniales et patriarcales.^{5,6,7} Ce déséquilibre structurel du pouvoir est une vérité fondamentale qui doit être reconnue pour que nous puissions repenser et réimaginer la manière dont les bailleurs peuvent véritablement travailler avec les enfants et les jeunes et les impliquer dans

LOIS ET POLITIQUES INTERNATIONALES RELATIVES À LA PARTICIPATION

Le droit à participer est consacré dans les principes généraux de la Convention relative Droits de l'Enfant, à l'article 12 : le droit d'être entendu. L'Observation générale sur le droit d'être entendu reconnaît le statut unique des enfants, qui n'ont pas l'autonomie juridique des adultes tout en ayant le droit d'exprimer leur opinion sur toute question les intéressant.¹⁴

Les Conclusions concertées de la soixante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme de mars 2021 reconnaissent que les filles sont actrices du changement, font explicitement état de l'exclusion des jeunes femmes de la vie publique, et appellent à renforcer les investissements dans les initiatives visant à favoriser la participation des filles et des jeunes femmes. Toutefois, elles ne vont pas jusqu'à appeler à la « participation pleine et effective » des filles.¹⁵

la prise de décisions, partager le pouvoir avec eux et avoir confiance en leur leadership et leurs mouvements politiques.

Mais tout d'abord, revenons en arrière. La reconnaissance légale du droit des enfants à participer dans la Convention relative aux Droits de l'Enfant a permis d'améliorer grandement la participation des enfants dans les décisions les intéressant. Il existe une multitude d'outils sur la véritable participation élaborés par des ONG, ainsi que plusieurs modèles utiles utilisés dans le secteur du développement, dont l'Échelle de la participation de Hart⁸ et la Fleur de la participation de Choice.⁹ Certains gouvernements ont élaboré leurs propres définitions pour servir de base à leurs stratégies relatives aux enfants et aux jeunes.¹⁰ Les données sur l'impact de la participation des enfants et des jeunes aux plans nationaux et à l'élaboration des politiques et à des « parlements fantômes » montrent que les niveaux d'influence varient.¹¹ L'importance de ces types de participation dans le secteur du développement est variable ; de nombreux dirigeants adultes promeuvent encore le point de vue selon lequel les enfants et les jeunes sont des bénéficiaires qui n'ont pas de capacité d'action et ont besoin de protection.¹²

En ce qui concerne la participation des enfants et des jeunes aux décisions et aux pratiques de financement, la littérature reste insuffisante en comparaison. Nous savons que les financements en faveur des initiatives dirigées par des enfants et des jeunes restent limités, notamment pour les groupes dirigés par des adolescentes, des jeunes de genres divers et des enfants et des jeunes en situation de handicap, malgré le nombre croissant d'associations, de collectifs et de groupes dirigés par des enfants et des jeunes.¹³ Les modèles de participation existants sont riches en enseignements, et nous renseignent sur les points à retenir et à adapter, ainsi que sur les points à éviter. Cette étude a permis de recenser de nombreux mécanismes participatifs, et a donné lieu à un modèle illustratif et un outil pratique ; ces ressources peuvent être utilisées par les bailleurs désireux d'encourager davantage la participation des enfants et des jeunes. Pour commencer, l'analyse documentaire et la collecte de données primaires ont permis de tirer plusieurs observations et conclusions clés.



QUAND ET QUAND NE PAS METTRE EN ŒUVRE LA PARTICIPATION

Il est important de reconnaître que si la participation peut être essentielle dans de nombreuses circonstances et situations, elle ne constitue pas toujours le bon choix. Les circonstances dans lesquelles la participation n'est pas judicieuse incluent notamment :

EXEMPLES DE FACTEURS EXTERNES :

- Lorsqu'une communauté se sent accablée, épuisée, a d'autres priorités, et n'a pas le temps de collaborer étroitement avec vous.
- Lorsque les populations avec lesquelles vous travaillez sont directement touchées par une crise ou une urgence humanitaire ; la participation est peut-être possible, mais ce n'est peut-être pas le bon moment. Il est important de les laisser prendre l'initiative.

EXEMPLES DE FACTEURS INTERNES :

- Vous n'avez pas la capacité ou les ressources adéquates pour bien mettre en œuvre un processus participatif.
- Vous n'avez pas l'adhésion ou l'engagement de la direction, et il y a donc un risque que les décisions prises par les enfants et les jeunes ne soient pas respectées.
- Vous n'avez pas le temps nécessaire pour garantir un processus sérieux.

Pour mieux déterminer si la participation est judicieuse pour vous, engagez si possible une conversation ouverte avec les enfants et les jeunes avec lesquels vous travaillez et comprenez leurs besoins, leurs capacités, leur intérêt et leurs attentes relatifs à la participation à vos activités. Les sections 3 à 5 de ce guide incluent des activités, des astuces et des recommandations pour établir votre état de préparation, déterminer si la participation est judicieuse, et apprendre à mettre en place une approche pratique.

POURQUOI METTRE EN ŒUVRE LA PARTICIPATION DES ENFANTS ET DES JEUNES ?

« 100 % des organisations qui encouragent la participation des enfants et des jeunes le recommanderaient à d'autres organisations. »
-Philanthropy European Association (Philea).¹⁸

La participation significative des enfants et des jeunes peut jouer un rôle catalyseur puissant et précieux pour obtenir des changements et des effets à de multiples niveaux. Non seulement la participation aux décisions les intéressantes est un droit fondamental des enfants et des jeunes,¹⁶ mais elle contribue aussi à de meilleurs résultats. Que vous commenciez petit

ou grand, vous remarquerez un impact positif. Elle améliore clairement l'octroi de subventions et contribue à rendre le domaine du financement plus équitable et à renforcer son impact.¹⁷ Les résultats sont également évidents, et vont de l'épanouissement individuel et personnel des enfants et des jeunes (confiance, éducation civique et estime de soi) au renforcement

des groupes dirigés par des enfants et des jeunes et des mouvements intergénérationnels et à la création de sociétés plus démocratiques. L'impact est visible même lorsque les enfants et les jeunes participent sur des questions qui ne sont pas traditionnellement envisagées comme étant en lien avec les enfants ou les jeunes : «*Il ne s'agit pas de dire "vous êtes des jeunes, donc vous travaillez uniquement sur des projets pour la jeunesse". Ils sont impliqués dans tous nos projets, et selon nous, cela a été très bénéfique car ils apportent une perspective différente à certains programmes ou pensent à la manière dont les jeunes réagissent*», explique un bailleur public.

D'un point de vue philanthropique, non seulement la significative participation et la co-responsabilité renforcent l'impact des programmes d'octroi de subventions, mais elles transforment les attitudes et les pratiques des bailleurs, brisent les structures patriarcales et coloniales et redistribuent le pouvoir dans l'ensemble du domaine du financement. D'un point de vue féministe, l'analyse de l'impact des approches participatives sur les enfants et les jeunes, en commençant par l'impact sur eux-mêmes, leurs organisations et leurs communautés, nous montre combien la participation est politique. L'impact commence au niveau individuel ou personnel, les jeunes devenant des acteurs politiques, et se transmet à leurs groupes et communautés et à l'ensemble de la société.

RÉSULTAT

AVANTAGES

DONNÉES PROBANTES :

Impact positif sur la personne

- Amélioration de la confiance, de l'empathie, de l'estime de soi, des aptitudes à la collaboration et de l'éducation civique.¹⁹

- The Sillerman Centre, [From Beneficiary to Active Agent How Youth-Led Grantmaking Benefits Young People, Their Communities, and the Philanthropic Sector.](#)
- ChildFund Australia, [The Role of Child and Youth Participation in Development Effectiveness.](#)²⁰

« Pour les jeunes enfants, il est très valorisant d'entendre que leur avis compte. Or, ce point n'est pas souvent examiné dans la recherche. Nous souhaitons connaître le meilleur moyen de concevoir une expérience de jeu, et nous disons aux enfants qu'ils sont les experts en matière de jeu. Ils sont ravis. » -Chercheur d'une importante fondation d'entreprise pour les enfants interrogé pour cette étude.²¹

Renforcement et accès aux ressources des groupes et organisations dirigés par des enfants et des jeunes

- Donne accès à davantage de possibilités de financement grâce à des réseaux plus solides et à une meilleure compréhension de l'écosystème du financement.
- Renforce les compétences et les capacités des membres du groupe, par ex., nouvelles compétences en suivi et évaluation lorsqu'ils sont impliqués dans des processus de suivi et d'évaluation participatifs.²²

- MamaCash, [New Perspectives, New Solutions: Funding Organising Led by Girls and Young Women.](#)

« Après avoir participé au processus d'évaluation de la proposition, les membres du comité des jeunes ont constaté qu'ils étaient davantage en mesure de voir les lacunes dans leurs propres projets et qu'ils étaient devenus plus sensibles aux questions de diversité. De plus, ils se sont sentis dignes et utiles, car non seulement ils ont donné des conseils, mais leurs conseils ont été écoutés.»²³

Des communautés plus fortes

- Améliore la qualité du travail des organisations et leur pertinence pour les communautés qu'elles visent à aider. Elles sont davantage en phase avec leur communauté grâce au partage actif du pouvoir.²⁴
- Renforce les compétences des chercheurs au sein

- ChildFund Australia, [The Role of Child and Youth Participation in Development Effectiveness.](#)
- Devi Leiper O'Malley et Ruby Johnson, [A young feminist new order: an exploration of why young feminists organise the way they do.](#)

« Les groupes examinent mutuellement leurs propositions, et sont donc davantage au

Des communautés plus fortes a continué

- d'une communauté.²⁵
- En temps de crise, les processus participatifs fournissent un espace pour la résolution collective des problèmes, la communauté et la solidarité.
- Contribue à la collaboration intergénérationnelle.

courant des autres initiatives et stratégies susceptibles de compléter leurs activités. Cela contribue à leur connaissance globale de réseaux plus importants et de mouvements potentiels qu'ils pourraient rejoindre, qui constituent des ressources importantes pour leur travail au-delà du financement. »³¹

Des mouvements plus forts et des sociétés plus démocratiques²⁹

- Renforce l'engagement général des enfants et des jeunes envers la démocratie et sa compréhension en encourageant les processus démocratiques tels que le vote et la recherche d'un consensus.²⁸
- Entraîne des changements de politiques concrets, par ex. grâce à des stratégies d'influence dirigées par des enfants ou des jeunes.
- Renforce la solidarité et les occasions de créer des coalitions/mouvements en réunissant les bénéficiaires.

- Annie E Casey, [A framework for effectively partnering with young people](#).
- Global Resilience Fund, [Weathering the Storm](#).
- Joining Forces - ChildFund, Plan International, Save the Children, SOS, Terre des Hommes, et World Vision, [A second revolution: 30 years of child rights and the unfinished agenda](#).
- The Sillerman Centre, [From Beneficiary to Active Agent How Youth-Led Grantmaking Benefits Young People, Their Communities, and the Philanthropic Sector](#).

*« Le résultat que nous avons observé est que [nos jeunes philanthropes] vont à l'université, [et que] la plupart d'entre eux s'engagent au service de la communauté lors de leur première année... ensuite, comme ils sont dans cette démarche depuis longtemps, ils bouclent la boucle et choisissent un travail dans lequel le service et la philanthropie font partie de la mission de l'organisation ».*³⁰

Un écosystème du financement juste et équitable

- Crée un effet d'entraînement parmi les bailleurs en attisant la curiosité et en suscitant l'évolution des pratiques (octroi de subventions participatives).
- Contribue à rendre les pratiques des bailleurs plus crédibles et authentiques.
- Améliore la répartition diverse des ressources.

- Devi Leiper O'Malley et Ruby Johnson, [A young feminist new order: an exploration of why young feminists organise the way they do](#).
- Global Resilience Fund, [Weathering the Storm](#).
- Stanford Social Innovation Review, [How Listening to Constituents Can Lead to Systems Change](#).

*« La mise en place de mécanismes de retour d'information a créé des pratiques plus équitables dans les organisations et dans les activités de plaidoyer. La dynamique visant à rechercher la contribution des parties prenantes dans un domaine a créé l'instinct d'agir de même dans d'autres ».*²⁷

Amélioration des pratiques de financement et de leur impact²⁶

- Donne lieu à de meilleures décisions, politiques et stratégies d'octroi de subventions.
- Crée un effet d'entraînement dans l'ensemble de l'organisation.
- Examine le « pourquoi » et non pas uniquement le « quoi ».
- Permet aux bailleurs de découvrir des groupes naissants qu'ils n'auraient pas trouvé autrement (octroi de subventions participatives).

- Global Resilience Fund, [Weathering the Storm](#).
- The Sillerman Centre, [From Beneficiary to Active Agent How Youth-Led Grantmaking Benefits Young People, Their Communities, and the Philanthropic Sector](#).
- Safer Young Lives Research, [Our Voices Programme - participatory action research](#).

« Nous avons eu un programme sur la sécurité en ligne relié à un service de police. Le représentant du service de police a affirmé ceci : "Ce programme est très facile à utiliser, de nombreuses personnes sont ouvertes et parlent". Or, un membre de notre conseil des jeunes a déclaré : "Vous pensez peut-être que c'est très facile, mais vous ne

Amélioration
des pratiques de
financement et
de leur impact
a continué

- Améliore la qualité des données et leur interprétation, l'accessibilité, le recrutement des participants, la crédibilité de la recherche et la communication des conclusions, améliorant ainsi leur influence et leur impact (recherche participative).

Une relation
davantage
fondée sur la
confiance et plus
équitable entre
les bailleurs et
les jeunes

- Améliore la compréhension collective et la co-responsabilité.
- Crée des relations équitables et de confiance.
- Contribue à déconstruire les relations de pouvoir entre bailleurs et bénéficiaires par le partage du pouvoir.

comprenez pas qu'on m'a appris à ne pas parler à la police. Vous pouvez avoir toutes les lignes d'aide que vous voulez, je ne vous appellerai jamais". Nous avons alors demandé, "D'accord, qu'est-ce que nous devrions ajouter au programme, ou qu'est-ce qui vous aiderait à surmonter cet obstacle ?". Et si nous n'avions pas eu cette conversation et que nous n'avions pas entendu le point de vue de ce jeune, je crois que nous aurions tous continué de penser que ce programme était parfait et prêt à être mis en œuvre. » Bailleur public américain que nous avons interrogé pour cette étude.

- CIVICUS, [Resourcing Youth-led Groups and Movements](#).
- Youth Do It, [Investing in Youth Impact Toolkit](#).
- Elevate Children Funders Group, [Shifting the Field](#).

« Les concepts tels que l'efficacité, l'efficience et l'impact ont traditionnellement été définis par les bailleurs et les experts en suivi et évaluation de manières qui ne sont pas toujours adaptées à l'organisation des enfants et des jeunes. Par conséquent, il est difficile pour leurs groupes de montrer l'importance réelle de leur travail. »³²

PRINCIPALES OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS

La recherche a permis de recenser quatre domaines d'observations et de conclusions. Vous pouvez les lire dans leur intégralité ou cliquer sur les hyperliens contenus dans les titres.

1. POURQUOI LA PARTICIPATION EST IMPORTANTE

- ▶ La participation significative inclusive peut donner lieu à des programmes d'octroi de subventions plus efficaces, à des écosystèmes de financement plus équitables et à des sociétés plus démocratiques.
- ▶ L'octroi de subventions participatives peut constituer l'une des manières les plus efficaces de renforcer la confiance individuelle et les groupes, et de redistribuer le pouvoir dans le domaine de la philanthropie.
- ▶ L'octroi de subventions réellement participatives permet aux jeunes d'avoir un vrai pouvoir de décision.
- ▶ La participation donne l'occasion de créer des connexions entre mouvements.
- ▶ Toutefois... La participation n'est pas toujours satisfaisante.

2. ÉLÉMENTS CLÉS DE LA PARTICIPATION SIGNIFICATIVE DES ENFANTS ET DES JEUNES

- ▶ La participation significative est un processus à long terme, et non pas un projet ou une initiative ponctuels.
- ▶ L'inclusion doit être établie dès le début – le choix des enfants et des jeunes que vous impliquez est important.
- ▶ Indemniser les jeunes pour leur temps et leur expertise est non seulement juste, mais c'est une condition nécessaire de la participation équitable et inclusive.
- ▶ Ne limitez pas la participation des jeunes aux projets centrés sur la jeunesse.

3. PRINCIPAUX CHANGEMENTS À EFFECTUER EN INTERNE

- ▶ La participation significative a le potentiel de redistribuer le pouvoir, mais nécessite de reconnaître les torts dans l'histoire de la philanthropie.
- ▶ L'établissement d'une relation de confiance commence dès le début et prend du temps.
- ▶ Connaissez vos lignes de responsabilité et respectez-les.
- ▶ La participation suppose de repenser votre approche en matière de communication et, le cas échéant, de faire appel à des jeunes pour prendre l'initiative.
- ▶ Si vous financez des activités politiques, le fait d'assumer une position politique en tant que bailleur renforce la confiance et l'authenticité.
- ▶ Enfin, voici une question importante qui est apparue lors de cette étude... l'octroi direct de ressources à des groupes, collectifs et mouvements dirigés par des enfants et des jeunes constitue-t-il en soi la forme la plus nécessaire et politique de participation ?

4. OBSTACLES À LA PARTICIPATION SIGNIFICATIVE DES ENFANTS ET DES JEUNES

- ▶ L'adultisme perdure et provoque des tensions intergénérationnelles.
- ▶ Les bailleurs peuvent gérer les tensions intergénérationnelles en travaillant avec les familles et les communautés.
- ▶ Les jeunes ont le sentiment de ne pas être pris au sérieux par les bailleurs.
- ▶ La fracture numérique rend difficile l'établissement de la confiance.
- ▶ Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour travailler avec les moins de 18 ans.
- ▶ Le manque d'expertise engendre une peur de travailler avec les enfants.



I. POURQUOI LA PARTICIPATION EST SI IMPORTANTE

La participation significative inclusive peut donner lieu à des programmes d'octroi de subventions plus efficaces, à des écosystèmes de financement plus équitables et à des sociétés plus démocratiques. De plus en plus de preuves provenant de bailleurs progressistes, courageux et souvent féministes montrent que la participation est non seulement un droit humain, mais qu'elle peut également redistribuer le pouvoir et les ressources. Tout d'abord, elle fait basculer l'équilibre du pouvoir au sein des organisations philanthropiques en mettant la prise de décisions dans les mains des enfants et des jeunes. Elle renforce ensuite les mouvements intersectionnels en établissant une solidarité entre les groupes et les collectifs qui se réunissent pour ce processus. Elle encourage aussi l'engagement civique dans la société au sens large en renforçant les compétences, l'expérience et l'intérêt pour les processus démocratiques tels que le vote et la recherche d'un consensus. En 2021, la Stanford Social Innovation Review a constaté que *«la mise en place de mécanismes de retour d'information créait des pratiques plus équitables dans les organisations et les activités de plaidoyer. La dynamique visant à rechercher la contribution des parties prenantes dans un domaine a créé l'instinct d'agir de même dans d'autres»*.³³ Une étude du Sillerman Centre a également montré que les jeunes qui avaient été véritablement inclus dans des mécanismes participatifs étaient plus susceptibles de rester engagés dans des activités civiques au cours des années suivantes.³⁴

L'octroi de subventions participatives peut constituer l'une des manières les plus efficaces de renforcer la confiance individuelle et les groupes, et de redistribuer le pouvoir dans le domaine de la philanthropie.

« Honnêtement, les avoir comme participants au processus, les écouter, entendre leurs observations judicieuses, et les questions qu'ils avaient pour les partenaires bénéficiaires... cela a été une révélation pour moi ! En effet, je ne peux pas m'empêcher de penser qu'ils feraient ce travail mieux que moi. »

-bailleur public interrogé pour cette étude

Mis en œuvre pour la première fois par FRIDA, l'octroi de subventions participatives place la décision de la destination de financer entre les mains des personnes les plus touchées par cette décision. Le pouvoir de ce modèle a été réitéré par les enfants, les jeunes et les bailleurs de fonds qui ont participé à cette étude : *«...en ce qui concerne l'octroi de subventions participatives, lorsque nous sommes impliqués dans le processus de conception, cela nous rend forts, car nous connaissons le contexte et le résultat de l'intervention... »*, explique une jeune militante brésilienne que nous avons interrogée. L'octroi de subventions participatives s'est également avéré un moyen formidable d'aider les filles à mieux comprendre l'argent et à être plus à l'aise pour prendre des décisions à ce sujet dans leur vie personnelle. Elle a également remarqué que sa participation au processus d'octroi de subventions avait changé son point de vue sur l'argent, qu'elle voyait comme « une mauvaise chose » et qu'elle voit désormais comme un outil de prise de décisions. « Nous avons façonné la manière dont nous comprenons l'argent, presque comme un élément positif pour nous permettre littéralement d'aider les filles à prendre les décisions qu'elles veulent et qui leur bénéficieront », nous a-t-elle indiqué.

EXEMPLE :

Le Global Fund for Women a testé son initiative d'octroi de subventions participatives en 2020, en invitant le comité consultatif des adolescentes constitué de 12 adolescentes à examiner les propositions, à réfléchir ensemble et à décider qui financer. Ce modèle a bénéficié du soutien d'une équipe de consultants qui a organisé des sessions d'orientation avec les jeunes conseillères pour réfléchir à leur relation à l'argent liée à leurs différents contextes culturels, et discuter de la différence entre la philanthropie conventionnelle et le financement féministe. Les filles ont évalué les propositions et réfléchi collectivement.

EXEMPLE :

Le Global Fund for Children a travaillé avec des groupes dirigés par des jeunes pour mettre en place son processus d'octroi de subventions participatives dans le cadre du Spark Fund, dans lequel des jeunes de quatre régions différentes ont contribué à décider de l'allocation des fonds. Cette approche a permis au Global Fund for Children de toucher des groupes naissants qu'il n'aurait pas ciblé sans cela.

La participation significative signifie que les enfants et les jeunes ont un réel pouvoir de décision. Une jeune militante du Royaume-Uni que nous avons interrogée a décrit l'octroi de subventions participatives comme un moyen d'impliquer les jeunes « de manière globale » par opposition à une participation limitée à des consultations au début du processus. Elle voit la participation significative comme un parcours d'apprentissage dans lequel les jeunes sont associés à chaque phase du cycle d'octroi de subventions. Elle nous a expliqué ceci : *« Il ne suffit pas de seulement consulter les jeunes. Il est également important de créer un espace dans lequel ils peuvent véritablement être inclus dans les conversations entre les bailleurs eux-mêmes, différents bailleurs, puis être réellement présents et autour de la table lors des décisions sur les programmes que nous pouvons mettre en place et sur la manière dont nous pouvons les financer ».*

La participation est une occasion de créer des connexions entre les mouvements et en leur sein.³⁵ Que l'on crée un nouveau groupe consultatif ou que l'on réunisse des partenaires bénéficiaires de différents contextes ou régions, les mécanismes participatifs sont une occasion unique de renforcer la création de coalitions et la solidarité entre mouvements. Bien qu'elle ne soit pas axée sur les enfants et les jeunes, l'étude d'AWID intitulée « Towards a Feminist Funding Ecosystem » (Vers un écosystème du financement féministe) reconnaît le rôle important que les processus participatifs peuvent jouer pour réduire le cloisonnement et favoriser les activités impliquant différents mouvements.³⁶ Se rassembler en temps de crise ou résoudre

collectivement les problèmes communs renforce l'empathie et favorise une « culture de l'attention aux autres ».³⁷ En s'engageant à mener un processus participatif à long terme, les bailleurs fournissent un espace qui permet aux acteurs des mouvements de se réunir plusieurs fois, de nouer des relations les uns avec les autres, et de créer des occasions de collaborer. Certains bailleurs vont encore plus loin en versant des subventions de collaboration aux groupes de bénéficiaires souhaitant travailler ensemble sur un projet.

Toutefois... La participation n'est pas toujours satisfaisante.

« Ma propre expérience et mon travail avec les bailleurs m'ont appris qu'il faut déterminer à quel moment la participation est utile et à quel moment on parle de participation uniquement parce que c'est la « bonne » façon de faire. La participation significative nous oblige à mener une réflexion profonde sur le « pourquoi » qui la sous-tend. Nous devons nous pencher sur des questions telles que : quelles sont nos intentions ? ce processus nous permet-il d'assumer nos responsabilités envers les jeunes ? qu'est-ce que les jeunes ont gagné de cette expérience ? »

-Jody Myrum, ancienne directrice de la NoVo Foundation

Les bailleurs doivent être vigilants sur l'emploi purement symbolique du terme « participation », indique Jody Myrum, que nous avons interrogée pour cette étude. Il existe un risque réel de nuire si les conditions permettant une participation véritable et réellement influente ne sont pas réunies. Un comité consultatif dans une organisation féministe est davantage susceptible de disposer des bases et des mécanismes de responsabilités pour être influent, car cette organisation est plus susceptible d'avoir une compréhension et une pratique institutionnelles reposant sur une perspective féministe intersectionnelle. Par exemple, la direction est plus susceptible de reconnaître le déséquilibre de pouvoir entre les adultes et les enfants, ou entre les anglophones et les personnes dont l'anglais n'est pas la langue maternelle. D'autre part, ces modèles peuvent être symboliques dans des institutions traditionnellement centrées sur les adultes et patriarcales, car les conditions de base ne sont pas réunies : *« Si la participation a le potentiel de remettre en cause les schémas de domination, elle peut aussi constituer un moyen de conforter et reproduire les relations de pouvoir existantes ».*³⁸

2. ÉLÉMENTS CLÉS DE LA PARTICIPATION SIGNIFICATIVE DES ENFANTS ET DES JEUNES

La participation significative est un processus à long terme, et non pas un projet ou une initiative ponctuels. L'analyse des approches participatives mises en œuvre par divers bailleurs et organisations nous permet d'observer la tendance suivante : *la participation est un processus, et non pas une case à cocher ou un projet ponctuel.* Il est possible de commencer petit, en fonction de ce qui est faisable dans votre organisation, mais la participation significative nécessite des efforts, des ressources et une volonté politique durables, et suppose aussi d'être prêt à être courageux, vulnérable et à se mettre dans une situation inconfortable. Elle montre aussi que l'on produit le plus d'impact lorsque l'on implique les enfants et les jeunes dès la phase de conception.^{39,40} La recherche montre également que *la participation significative, lorsqu'elle est mise en œuvre en tant que processus, peut avoir un effet d'entraînement.* Une étude sur les bailleurs de jeunes acteurs de la paix a montré que l'inclusion des jeunes dès la phase de conception donnait lieu à de meilleurs modèles d'octroi de subventions participatives et à un apprentissage réceptif aux jeunes et fondé sur le dialogue.⁴¹ Des effets d'entraînement similaires ont été observés chez pratiquement tous les bailleurs que nous avons interrogés.

L'inclusion doit être établie dès le début. La recherche montre que lorsque les bailleurs placent l'inclusion au centre d'un processus participatif, cela peut également avoir un effet d'entraînement. Le Global Resilience Fund a constaté qu'« adopter une perspective intersectionnelle dès le début permet que les financements parviennent aux filles et aux jeunes femmes, qui sont souvent exclues des possibilités de financement ».⁴² La nature participative de ce fonds, qui a créé des comités régionaux pour formuler des avis sur l'octroi de subventions participatives, a été essentielle à cet égard. S'il n'avait pas travaillé de manière participative, le Global Resilience Fund n'aurait pas pu toucher les groupes auxquels il est venu en aide, notamment ceux qui étaient « souvent exclus des possibilités de financement, tels que les filles et les jeunes femmes trans, les jeunes non-binaires et les personnes travaillant sur les droits des personnes en situation de handicap ».⁴³ Pour l'Accélérateur d'Égalité,⁴⁴ des filles ont conçu chaque aspect du mécanisme du fonds. Cela a donné lieu à un pourcentage de financement réservé à des groupes dirigés par des filles

ou par des personnes autochtones ou noires et à des groupes naissants informels. Le fait d'être inclusif dès le début de la création d'un mécanisme d'octroi de subventions participatives a entraîné une répartition plus diverse des fonds. Cette expérience a également été rapportée par le Sillerman Centre, qui a constaté que l'octroi de subventions dirigé par des jeunes pouvait entraîner une répartition plus représentative des ressources.⁴⁵ Si vous travaillez avec des enfants, un processus inclusif signifie également de penser aux horaires où ils sont à l'école et de vous assurer que vous disposez de l'expertise dans l'équipe pour adapter les méthodologies à différents groupes d'âge. Concernant les adolescentes, dans les contextes où la participation des filles à la prise de décisions n'est pas largement acceptée, vous devrez peut-être consacrer davantage de temps à travailler avec leurs familles et communautés pour vous assurer que leur participation est comprise et encouragée.⁴⁶

Indemniser les enfants et les jeunes pour leur temps et leur expertise est non seulement juste, mais c'est une condition nécessaire de la participation équitable et inclusive. Bien que la plupart des bailleurs soient désormais conscients de l'importance de ce point, très peu d'organisations ont une politique ou une approche claire et cohérente. À mesure que les pratiques participatives se répandent, la demande en temps et en expertise des jeunes augmente, et ce travail gratuit doit être reconnu.⁴⁷ Certains bailleurs sont confrontés à la réticence de leur direction, compte tenu du risque que comporte le fait de monétiser des engagements bénévoles qui ne sont traditionnellement pas rémunérés. Nombre d'entre eux se heurtent à des difficultés de procédures internes qui les empêchent d'indemniser les jeunes (en particulier les enfants) directement. Par exemple, la représentante d'un bailleur public que nous avons interrogée a été confrontée à une situation délicate lorsqu'elle a essayé de rémunérer un jeune qui vivait dans un hébergement financé par l'un de ses partenaires. L'organisation partenaire avait une politique qui n'autorisait pas le versement d'argent à



des jeunes. Elle a expliqué qu' « *en fin de compte, nous avons versé une subvention à l'organisation, qui a acheté des équipements sportifs pour tous les jeunes. Mais comment s'est senti ce jeune qui n'a pas obtenu ce financement ou cette reconnaissance pour ses efforts personnels ?* ». En ce qui concerne l'indemnisation des moins de 18 ans, dans différents contextes, l'octroi de ressources à des mineurs donne lieu à des problèmes de protection nouveaux et accrus ainsi qu'à d'éventuels obstacles juridiques. N'oublions pas non plus l'indemnisation non financière, que les jeunes des pays du Sud ont reconnue comme étant particulièrement importante. L'importance des formations, des possibilités de réseautage, de l'accès aux décideurs, des lettres de recommandation et des références a été mentionnée comme exemple de bonnes pratiques en matière de reconnaissance et d'indemnisation. La section *Se lancer : indemnisation et élaboration du budget*, contient des conseils et des ressources pratiques pour aider les organisations à élaborer leur propre politique d'indemnisation.

EXEMPLE :

World Childhood Foundation USA a reconnu la nécessité d'une indemnisation horaire, car elle permet d'inclure les personnes qui ne peuvent pas se permettre de donner leur temps gratuitement. L'indemnisation financière permet aux jeunes qui ont d'autres responsabilités, comme s'occuper de membres de leur famille ou travailler pour soutenir leur famille, de s'engager.

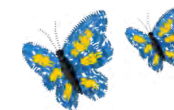
Ne limitez pas la participation des jeunes aux projets centrés sur la jeunesse. Il existe une tendance à mettre en œuvre la participation des jeunes uniquement pour les projets ou les domaines étiquetés « jeunesse », suivant une tendance similaire dans le secteur du développement. La recherche montre l'importance de faire participer les jeunes dans tout domaine de travail qui les intéresse. World Childhood Foundation USA a intégré un représentant des jeunes dans son comité consultatif sur les programmes. Celui-ci apporte une orientation stratégique sur l'ensemble des activités d'octroi de subventions de l'organisation. Ce comité est chargé d'examiner toutes les propositions de programmes de subventions deux fois par an. Le représentant des jeunes est membre à part entière du comité consultatif, et son rôle ne se limite pas aux seuls projets du domaine de la jeunesse. Cette approche permet d'apporter les points de vue des jeunes à d'autres projets, ce qui a été bénéfique à l'organisation. Nicole Epps, l'ancienne directrice exécutive, nous a expliqué qu' « *Il ne s'agit pas de dire "vous êtes des jeunes, donc vous travaillez uniquement sur des projets pour la jeunesse". Ils sont impliqués dans tous nos projets, et selon nous, cela a été très bénéfique car ils apportent une perspective différente à certains programmes ou pensent à la manière dont les jeunes réagissent* ».

3. PRINCIPAUX CHANGEMENTS À EFFECTUER EN INTERNE

La participation significative a le potentiel de redistribuer le pouvoir, mais nécessite de reconnaître les torts dans l'histoire de la philanthropie. Lorsque l'on met en place des processus participatifs impliquant des enfants et des jeunes pour élaborer des stratégies de financement, il est important de s'assurer qu'*« ils sont significatifs, réciproques, responsables, et [qu']ils peuvent réellement jouer un rôle d'influence »*, comme nous l'a expliqué Jody Myrum. Pour y parvenir, les bailleurs doivent réfléchir à ce qu'ils peuvent faire pour rééquilibrer la répartition inéquitable du pouvoir entre bailleurs et bénéficiaires. Au sein du Global Fund for Children, la participation de toute l'organisation, notamment du service communication, des opérations et de la finance, aux conversations sur la redistribution du pouvoir a été fondamentale pour mener une réflexion cruciale. Les membres de l'équipe ont eu des conversations en interne sur le pouvoir inhérent à l'ensemble de leurs rôles, et sur les façons dont ils pouvaient partager ce pouvoir ou y renoncer. Le principe de la « redistribution du pouvoir » se retrouve désormais dans les modalités de fonctionnement de l'organisation : *« L'intention était vraiment que cette démarche ne concerne pas uniquement l'équipe des programmes, mais soit intégrée dans l'ensemble de notre organisation. Nous avons tous un rôle à jouer, et nous avons tous des pouvoirs et des privilèges qui transparaissent dans les décisions que nous prenons »*. Cette situation peut souvent être inconfortable pour les bailleurs. La redistribution du pouvoir nécessite de réfléchir en profondeur aux torts dans l'histoire de la philanthropie et de déployer des efforts supplémentaires pour toucher les enfants et les jeunes de milieux marginalisés ou qui sont traditionnellement exclus, par ex. en veillant à disposer de suffisamment de temps pour obtenir le consentement des moins de 18 ans, en mettant en place des moyens non numériques de participer pour les personnes disposant d'un accès limité à Internet, etc.

L'établissement d'une relation de confiance commence dès le début et prend du temps. La plupart des bailleurs, des enfants et des jeunes à qui nous avons parlé ont fait part de l'importance de la confiance en tant qu'élément fondateur d'une participation significative. Une ancienne directrice de la NoVo Foundation a expliqué qu'en établissant une relation de confiance à long terme, les partenaires se sentaient à l'aise pour parler des problèmes communs et des tensions entre mouvements, dont ils n'auraient autrement pas parlé avec un bailleur. Cela a donné lieu à des observations et à des dialogues plus francs sur les besoins des mouvements et sur le rôle que les bailleurs peuvent jouer en fournissant des ressources et un accompagnement : *« Lorsque l'on établit des relations et que l'on s'efforce de lever ces obstacles*

autant que possible, on peut avoir des conversations vraiment franches et transparentes, même sur des sujets très difficiles. Cela prend du temps, et vous en tant que bailleur devez également être prêt à être vulnérable », indique Jody Myrum.



Établir la confiance n'est pas un projet à court terme. Après l'obtention d'un financement d'un bailleur privé pour concevoir un nouveau fonds participatif, le Children Rights Innovation Fund, une période initiale de conception d'un an a été convenue, reconnaissant ainsi le temps et les efforts nécessaires pour établir la confiance au sein des communautés locales et concevoir un processus participatif plurilingue.⁴⁸

La participation suppose de repenser votre approche en matière de communication et, le cas échéant, de faire appel à des jeunes pour prendre l'initiative. Les bailleurs doivent donc repenser leur stratégie de communication pour impliquer les enfants et les jeunes et, s'ils n'ont pas cette expertise en interne, envisager d'embaucher des jeunes ou de faire appel à des jeunes consultants externes. Par exemple, World Childhood Foundation USA a engagé un jeune blogueur de 14 ans pour concevoir du matériel de communication. Nicole Epps, l'ancienne directrice exécutive que nous avons interrogée, explique que *« C'est une génération qui est très impliquée, et il est dommage dans notre travail de ne pas les inclure. Beaucoup des activités qui ont été réalisées sont issues d'un formidable élan, et nous voulons tous avoir un impact et nous voulons tous un changement. Si nous n'incluons pas le point de vue des jeunes, nous passons à côté »*.

Le choix des enfants et des jeunes que vous impliquez est important. La participation est en elle-même une question politique. Pensez à quelles personnes sont impliquées, à comment elles sont choisies, et au pouvoir qu'elles détiennent.⁴⁹ La participation peut redistribuer le pouvoir dans le domaine de la philanthropie, mais si elle ne repose pas sur des principes de féminisme intersectionnel et de lutte contre le colonialisme et le racisme, elle risque de rendre ce domaine encore plus fermé qu'il ne l'est déjà. Il convient de déployer des efforts pour impliquer des groupes divers d'enfants et de jeunes, notamment les personnes ayant peu d'expériences de telles initiatives, vivant dans des zones rurales ou n'ayant pas ou peu accès à Internet ou aux appareils numériques, les moins de 18 ans, y compris les adolescentes, les jeunes LGBTQIA+, les enfants et les jeunes handicapés, les jeunes noirs et autochtones et les personnes dont l'anglais n'est pas la première langue. Comme indiqué dans une étude, *« lorsque l'on invite des*

*enfants et des jeunes à rejoindre une conversation, il est important de regarder au-delà du charisme pour s'assurer qu'ils représentent leurs groupes de manière légitime et qu'ils appartiennent déjà à des réseaux solides ».*⁵⁰ La recherche a montré que de nombreux enfants et jeunes font partie de plusieurs comités consultatifs ou d'octroi de subventions participatives. Pour les occasions de participer en présentiel, les personnes qui peuvent facilement obtenir un visa, qui ont une expérience préalable et qui n'ont pas besoin d'accompagnateur (généralement les plus de 18 ans), ou qui parlent anglais, sont généralement

invitées après avoir été triées sur le volet, et non pas suivant un processus qui reconnaît la diversité des expériences et intègre le temps nécessaire à la préparation, au renforcement des capacités et à la longueur des procédures de délivrance de visas. Les moins de 18 ans sont généralement exclus, car ils ont moins d'années d'expérience que leurs homologues plus âgés.



QU'ENTENDONS-NOUS PAR « ASSUMER UNE POSITION POLITIQUE » ?

Une nouvelle étude sur l'octroi de ressources aux filles formule l'idée d'un cadre de financement transformationnel qui fournit « une base conceptuelle reconnaissant les oppressions systémiques qui perpétuent l'inégalité, en orientant les ressources directement vers les filles et/ou leurs alliés pour remettre en cause et transformer les relations et structures de pouvoir ».⁵² Les chercheurs comparent cette approche à un cadre transactionnel « **qui considère les filles comme les bénéficiaires de services particuliers dont les besoins de base doivent être couverts, mais qui ne reconnaît pas leur capacité d'action. Il est souvent lié à l'atteinte d'un objectif spécifique, totalement déconnecté des systèmes et contextes sociaux, politiques, économiques ou autres auxquels ces financements sont destinés** ».⁵³ Dans un contexte de financement, la participation est politique, car elle permet d'avoir son mot à dire sur qui détient le pouvoir et sur sa redistribution. Il peut s'agir du pouvoir financier (décider des groupes qui recevront de l'argent), du pouvoir stratégique (déterminer les priorités de financement), voire du pouvoir relatif aux connaissances (disposer des informations, des compétences linguistiques et des outils permettant de s'orienter dans le système). Lorsque nous parlons d'assumer une position politique, nous nous référons à la nécessité de reconnaître ce déséquilibre du pouvoir, de reconnaître où réside le pouvoir et de réfléchir à la manière dont il pourrait être redistribué plus équitablement. Nous nous référons à la nécessité de reconnaître la capacité d'action des enfants et des jeunes. **Si la participation ne repose pas sur une compréhension du pouvoir, les bailleurs risquent de renforcer ces déséquilibres**, par ex. en impliquant seulement des enfants et des jeunes qui parlent anglais et ont une expérience préalable. Ils risquent aussi de s'attaquer à un symptôme, et non pas à la cause systémique du problème, par ex. en continuant de financer uniquement des organisations dirigées par des pays du Nord et par des adultes, et non des organisations qui mènent des luttes pour la justice sociale dans leurs propres communautés.

Si vous financez des activités politiques, le fait d'établir clairement vos convictions et vos principes renforce la confiance et l'authenticité. Dans son étude de 2019 sur l'écosystème de financement féministe,⁵⁴ AWID a appelé les bailleurs à utiliser leur pouvoir pour promouvoir le changement : « *[nous] appelons les autres bailleurs à mettre en œuvre une participation plus véritable. Utilisez votre pouvoir et vos connexions avec d'autres bailleurs et avec d'autres décideurs, notamment les gouvernements* ».⁵⁵ Outre le fait de reconnaître le financement comme une activité politique, il est important de reconnaître

les enfants et les jeunes en tant qu'acteurs politiques. « *Les bailleurs se sentent moins à l'aise quand il s'agit de fournir des ressources pour renforcer les mouvements de jeunesse et leur militantisme* », explique Vanessa Stevens du Global Fund for Children, que nous avons interrogée. Les contributions de jeunes militants à cette recherche ont montré combien cette reconnaissance était importante non seulement pour renforcer la confiance envers les bailleurs et leur crédibilité, mais aussi parce que cette compréhension est essentielle pour pouvoir mener de véritables activités participatives.

EXEMPLE :

dès ses débuts, FRIDA, le seul fonds participatif au monde dirigé par de jeunes féministes, a été intentionnellement et résolument politique et conscient de son pouvoir ainsi que du système capitaliste et patriarcal au sein duquel il opère. Les anciennes co-directrices exécutives expliquent que « **Si nous voulons vraiment voir un changement, nous devons veiller à ne pas reproduire les mêmes structures oppressives et le patriarcat internalisés dans nos propres organisations, groupes et collectifs** ». ⁶¹ Un [article récent](#) des co-directrices exécutives de FRIDA concernant le don d'un montant de 10 000 000 d'USD de MacKenzie Scott (l'ancienne épouse du patron d'Amazon, Jeff Bezos) présente une nouvelle réflexion sur les considérations politiques relatives à la réception de financements d'entreprises responsables de violations des droits humains partout dans le monde. ⁶²

Connaissez vos lignes de responsabilité et respectez-les.

« Le fait de financer des mouvements et des militants devrait être vu comme un privilège. Dans un monde si inéquitable et dans lequel les personnes qui ont de l'argent et des ressources détiennent le pouvoir depuis si longtemps, il est normal que nous fonctionnions dans un système dans lequel les bailleurs tiennent les bénéficiaires ou les militants responsables de respecter leurs restrictions. Or, si nous voulons vraiment redistribuer le pouvoir et commencer à déconstruire les systèmes oppressifs et inégalitaires, nous devons veiller à ce que lorsque de l'argent est versé, les bailleurs ne se concentrent pas uniquement sur la responsabilité envers les donateurs, mais également envers les militants à qui ils attribuent ces fonds ». ⁶⁰

Le Human Rights Funders Network recommande d'établir la responsabilité comme élément essentiel de l'octroi de subventions, et la définit comme « la responsabilité de reconnaître que nos propres institutions et nous-mêmes sommes responsables envers les organisations, les militants et les mouvements que nous soutenons ». ⁵⁶ Qu'est-ce que cela signifie en pratique ? Compte tenu de l'analyse documentaire et des entretiens que nous avons réalisés, il s'agit de mettre en place des mécanismes de responsabilité centrés sur les enfants et les jeunes, et de partager les conclusions et

recommandations (dans un langage accessible et digeste) après avoir sollicité leurs contributions. Il s'agit de partager des informations sur vos processus, politiques, pratiques et finances internes et sur votre approche de la participation des jeunes. Pour les enfants et les jeunes, et pour les jeunes adolescents en particulier, vous devrez peut-être prendre le temps de simplifier le langage et de supprimer le jargon. Il s'agit de construire votre communauté, qu'elle soit constituée de membres, de bénéficiaires, de conseillers ou de sympathisants, et de leur donner des moyens réels d'influencer la prise de décisions à différents niveaux. Par exemple, votre communauté ou vos membres pourraient élire le conseil d'administration. ⁵⁷

Enfin, voici une question importante qui est apparue lors de cette étude... ***l'octroi direct de ressources à des groupes, collectifs et mouvements dirigés par des enfants et des jeunes constitue-t-il en soi la forme la plus nécessaire et politique de participation ?***

Il semblait inenvisageable de ne pas mentionner l'importance des financements flexibles et durables pour les groupes d'enfants et de jeunes. Les nombreuses données probantes provenant de FRIDA ⁵⁸ et de MamaCash ⁵⁹, ainsi que de nouvelles études sur le financement des adolescentes réitérent l'importance du financement direct, associé à un soutien et à un accompagnement non financiers. Selon une jeune militante ukrainienne : « **En tant qu'organisation, lorsque nous recevons des financements flexibles, nous le voyons comme une connexion directe et franche, et nous ne trahirions jamais cette confiance** ». Ce guide examine la place de l'octroi direct de ressources parmi les différentes modalités de participation, et reconnaît son importance transversale.

Focus:

le Children's Rights Innovation Fund (CRIF)

« Vous est-il arrivé de placer des ressources entre les mains de filles, ce qui revient à leur donner le pouvoir, et que cela n'aboutisse pas à quelque chose de fort et de beau ? »

Dr. Ramatu Bangura, directrice du CRIF

Le Children Rights Innovation Fund (CRIF) soutient l'élaboration des stratégies et l'octroi de subventions participatives en collaboration avec des enfants et des jeunes vivant en Afrique de l'Ouest et dans les Amériques. Le CRIF a, à l'origine obtenu, un financement de démarrage d'une fondation privée qui reconnaissait non seulement l'importance de placer au centre l'expérience des personnes les plus touchées, mais aussi ses propres limites pour mettre en œuvre des mécanismes participatifs. L'une des difficultés est que souvent, les fondations privées ne sont pas organisées pour mettre en œuvre l'octroi de subventions participatives centré sur les jeunes ou pour octroyer un nombre élevé de subventions locales dans de multiples pays, en particulier à des jeunes ou à des groupes non enregistrés. Reconnaissant qu'il n'était pas en mesure de soutenir l'octroi de subventions participatives directement, le bailleur souhaitait contribuer à faire bouger les systèmes et le pouvoir avec d'autres organisations. Le CRIF repose sur les principes du féminisme intersectionnel, de la participation significative et de la lutte contre le racisme et le colonialisme, et donne la possibilité aux bailleurs de redistribuer le pouvoir grâce à l'octroi de subventions participatives.

Le CRIF a embauché une professionnelle de l'octroi de fonds expérimentée ayant travaillé dans le domaine de la jeunesse, ce qui constitue une expertise cruciale pour mettre en œuvre un véritable fonds participatif pour les jeunes. Reconnaissant qu'il servait principalement les intérêts des enfants et des jeunes, le CRIF est parti de là, et a conçu son premier portefeuille d'octroi de subventions participatives avec un comité mondial travaillant dans quatre langues. Avec le comité, ils se sont demandé où résidait le pouvoir actuellement, et où ils souhaitaient qu'il réside. Le bailleur n'a pas donné de délai et leur a indiqué de prendre le temps nécessaire pour mener les recherches et établir les relations nécessaires. Le processus de conception du CRIF a eu lieu presque exclusivement de manière virtuelle en raison de la pandémie. Le CRIF verse une indemnisation, et décide du soutien supplémentaire à apporter grâce à des conversations avec les jeunes. L'organisation a appris qu'il était important d'être clair sur les conditions et les attentes, mais qu'il fallait prévoir de la flexibilité dans la stratégie et le budget pour répondre aux besoins des jeunes à mesure qu'ils émergent. La directrice du CRIF, Dr. Ramatu Bangura, affirme que « pour lutter contre l'adultisme, nous devons orienter l'argent vers les jeunes. Ils constituent le choix le plus sûr dans ce domaine. Les personnes qui ont dilapidé les ressources sont principalement les riches, et sont principalement des adultes ».

4. OBSTACLES À LA PARTICIPATION SIGNIFICATIVE DES ENFANTS ET DES JEUNES

L'adultisme est un problème qui perdure, et qui continue d'engendrer des tensions intergénérationnelles dans les organisations et mouvements et dans le domaine de la philanthropie. Une jeune militante nous a expliqué que lorsqu'elle travaillait avec des militants plus âgés, ses avis étaient ignorés ; elle était traitée comme si elle avait moins de connaissances qu'eux et manquait d'expérience du système dans lequel ils s'efforçaient tous de produire un changement. Ces expériences l'ont fait se sentir démunie et incapable de participer réellement aux conversations : « *Ces personnes, qui font partie du système depuis des années, savent comment les choses fonctionnent, et ce qui marche ou ne marche pas. Elles se sentaient donc suffisamment fortes pour accaparer la conversation. Et à ce moment-là, pour être tout à fait honnête, je me suis sentie vraiment démunie.* » Un jeune militant de la Sierra Leone a indiqué qu'ignorer les opinions des jeunes pouvait les réduire au silence et les empêcher de s'impliquer davantage. Si l'on ne reconnaît pas l'adultisme et si l'on n'y remédie pas, on risque de manquer l'occasion de construire des mouvements intergénérationnels et de mener des actions collectives riches. L'intersectionnalité doit inclure une reconnaissance de l'adultisme et permettre aux enfants et aux jeunes de partager leurs visions du monde : « *Étant donné que nous sommes un fonds féministe, nous avons à cœur d'être intersectionnel. L'intersectionnalité implique d'être intergénérationnel,* » explique Aissata Sall du Global Fund for Women. L'adultisme enraciné et internalisé implique également que les enfants aient besoin d'un peu plus de temps pour se sentir à l'aise et s'ouvrir. Un chercheur d'une importante fondation d'entreprise pour les enfants se rappelle ceci : « *dans un de nos projets de recherche, nous avons mis un peu plus de temps à établir un rapport avec les enfants, car ils n'avaient pas l'habitude qu'un adulte leur pose des questions. Cela peut donc prendre un peu plus de temps, ou il vous faudra peut-être incorporer une introduction ludique pour aider les enfants à se sentir à l'aise* ».

«...tenían la suficiente confianza en sí mismos como para hacerse cargo sin más del debate. En ese aspecto en concreto, la verdad, me sentí muy impotente...»
- activista juvenil

Les bailleurs peuvent gérer les tensions intergénérationnelles en travaillant avec les familles et les communautés.

« *Établissez des partenariats et de véritables relations avec les personnes qui sont proches des enfants et des jeunes dans cette région et/ou directement avec les jeunes, en fonction de votre structure et de ce qui est approprié. Je me souviens d'une personne qui avait appelé ça la « mouette », lorsqu'un bailleur arrive, prend ce dont il a besoin, puis s'en va. Lorsque les interactions sont transactionnelles et ne permettent pas d'établir de relations, il est impossible d'avoir de véritables échanges avec quiconque.* »

-Représentant d'une fondation privée que nous avons interrogé

Jody Myrum, ancienne directrice à la NoVo Foundation, observe également que des tensions intergénérationnelles peuvent aussi se produire au sein des mouvements : « *Lorsque l'on soutient des jeunes au sein de mouvements, il est très important de parler à la fois aux jeunes et à d'autres personnes dans les mouvements dont ils font partie pour pouvoir comprendre toute l'étendue des activités menées et réfléchir à des moyens de soutenir les activités que ne perpétuent pas ces tensions* ». Aissata Sall du Global Fund for Women a donné un autre exemple de tension intergénérationnelle dans la communauté engendrée par les normes sociales de genre qui limitent la participation et le rôle de leadership des filles. Des adultes de la communauté étaient inquiets du fait que mettre les filles en avant les politiserait, et pensaient qu'elles devraient être à l'école plutôt que d'organiser et de diriger. « *Une évolution doit vraiment se produire au sein des mouvements dans certaines régions... Nous voulons soutenir la solidarité et les conversations intergénérationnelles. Nous sommes convaincus de leur importance, car l'adultisme est un fait réel* ». Cela montre l'importance d'impliquer les adultes qui jouent des rôles essentiels dans les vies des enfants et des jeunes, tels que les membres de leur famille et de leur communauté, ainsi que les dirigeants traditionnels et religieux.



Les enfants et les jeunes ont le sentiment de ne pas être pris au sérieux par les bailleurs.

« En ce qui concerne les obstacles, je dirais que nous ne sommes pas pris au sérieux. Nous sommes la génération Z et nous sommes tournés vers la technologie. Nous agissons rapidement. Or, dans le monde de l'octroi de subventions, il y a beaucoup de bureaucratie qui nous empêche d'agir rapidement. Par exemple, le groupe consultatif souhaitait avoir un compte Instagram, mais le bailleur ne nous l'a pas permis, car il n'avait pas confiance en nous pour gérer ce compte. »

- jeune militante brésilienne

Cette attitude envers les jeunes se cache souvent sous la « bureaucratie » ou les « protocoles » et donne souvent lieu à un sentiment de méfiance, qui entrave la participation significative des jeunes. Un jeune leader du Zimbabwe a expliqué qu'il se sentait démoralisé lorsque l'engagement à inclure un jeune leader d'un groupe consultatif au conseil d'administration n'a pas été honoré : « *Lorsqu'ils veulent quelque chose de nous, ils nous poussent toujours pour que nous fassions le travail. Mais lorsque nous demandons quelque chose de ce genre, ils prennent délibérément leur temps et selon moi, cela ressemble tout simplement à une tactique pour retarder les choses, ou alors, ils nous voient probablement maintenant comme des personnes qui sont uniquement là pour leurs besoins de communication ?* ». Cette expérience montre la nécessité de définir les attentes au début et tout au long du processus, d'être transparents sur ce qui est possible, et de convenir en tant que partenaires égaux de la manière dont nous allons communiquer et travailler ensemble. Un jeune militant du Royaume-Uni indique que les adultes ne respectent les jeunes que s'ils ont déjà mené des activités semblables : « *ils (les bailleurs et les philanthropes) disent des choses comme... nous vous choisissons en raison de votre expérience de ceci, ou de vos réalisations importantes dans ce domaine. Et je pense que c'est la norme pour valider ce que nous faisons, mais qu'en est-il des personnes qui n'ont pas d'expérience ou qui n'ont pas accompli ce genre de choses ? Je pense donc qu'en abandonnant la méritocratie, les bailleurs pourraient faire davantage confiance et donner davantage de pouvoir aux jeunes.* » Le

recrutement fondé sur la méritocratie est également bien plus susceptible d'exclure les moins de 18 ans, notamment les adolescentes et les personnes ayant un accès limité au numérique ou ayant moins d'expérience préalable.



La fracture numérique rend difficile l'établissement de la confiance.

Une jeune militante que nous avons interrogée constate l'énorme fracture numérique en termes d'infrastructure entre les pays du Nord et du Sud. Pour de nombreuses communautés des pays du Sud, l'accès à Internet et à un appareil est considéré comme un luxe, en particulier pour les adolescentes.⁶³ Les enfants et les jeunes empruntent souvent des téléphones ou des ordinateurs portables à des membres de leur famille pour participer à des forums virtuels. Souvent, les bailleurs basés dans les pays du Nord ne comprennent pas ce point, et ils n'intègrent pas toujours au budget les besoins supplémentaires des personnes ayant un accès limité au numérique, tels que des appareils ou des forfaits de données. Cela peut également compliquer l'établissement d'une relation de confiance, ce qui a été exacerbé par la pandémie de COVID-19. Elle explique que « *si les bailleurs ne faisaient pas confiance aux jeunes au départ, comment pourraient-ils leur faire confiance aujourd'hui, alors qu'ils ne peuvent même pas les voir ? Comment pourraient-ils avoir confiance en des personnes qui n'ont pas de connexion Internet stable ? J'ai le sentiment que la situation actuelle a encore diminué la confiance* ». Une autre militante péruvienne a également indiqué que lorsque les jeunes ne peuvent pas bien communiquer en raison d'une connexion Internet instable, les bailleurs considèrent souvent qu'ils ne prennent pas leur travail au sérieux.

Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour travailler avec les moins de 18 ans.

Nous nous devons de mentionner la tendance des bailleurs à travailler avec des jeunes plus âgés, ayant plus de 18 ans, voire approchant la trentaine, excluant ainsi intentionnellement ou indirectement les moins de 18 ans. Cela est souvent dû à des préoccupations relatives à la politique de protection, qui sont souvent accrues lorsque l'on octroie de l'argent à des adolescents. Un bailleur public que nous avons interrogé explique qu'« *en ce qui concerne la politique de protection et d'autres considérations, je ne pense pas que l'équipe se sentait vraiment prête. C'est donc une question importante que nous nous posons, comment devons-nous procéder ? Et comment faire les choses bien et en toute sécurité ? Cela suscite beaucoup de questions*

concernant la reconnaissance et le paiement, ce point est un peu confus et compliqué ». Les avis sont partagés concernant les situations où il convient de demander l'accord des parents pour des activités politiques qu'ils ne soutiennent peut-être pas. Dans de nombreux pays, il existe des restrictions légales sur les transferts d'argent à des personnes de moins de 18 ans. Cependant, ce n'est pas impossible. Plusieurs bailleurs et ONGI⁶⁴ ont travaillé avec des groupes dirigés par et centrés sur des filles pour octroyer des fonds de manière sûre et fournir l'accompagnement et le soutien supplémentaires nécessaires pour gérer cet argent.

Le manque d'expertise engendre une peur de travailler avec les enfants. Un autre obstacle à la collaboration avec les enfants est la crainte de se tromper ou de ne pas avoir l'expertise nécessaire pour travailler avec les moins de 18 ans. Un bailleur public a expliqué que cette crainte était ressentie au niveau de l'équipe : « *Beaucoup de personnes de notre équipe n'ont pas été nécessairement embauchées pour leurs compétences s'agissant de faire participer des enfants et des jeunes. Les expériences dans l'équipe sont donc variées. Certaines personnes se sentent donc plus à l'aise lorsqu'elles travaillent avec des jeunes de 20 ans qu'avec des adolescents.* ». Les organisations qui soutiennent la participation significative des jeunes ont embauché des personnes (souvent des jeunes) ayant une grande expérience de la mise en œuvre de méthodologies centrées sur l'enfant. Elles ont également fourni une formation sur la politique de protection, la participation significative, le pouvoir et les privilèges au personnel dans l'ensemble de l'organisation, et pas uniquement aux équipes qui sont en contact direct. Les équipes chargées des finances ou des subventions sont donc également expérimentées et prêtes à verser de l'argent à des adolescents ou à avoir des échanges avec eux, leurs familles ou les partenaires locaux.

